

Les Echos

ENTREPRISES & COLLECTIVITÉS

SPÉCIAL ÎLE-DE-FRANCE

MUNICIPALES 2026

Les maires franciliens au défi du vieillissement de leur population

D'ici à 2035, les plus de 65 ans représenteront 18 % de la population d'Ile-de-France. En campagne, les candidats choisissent ces électors prompts à voter.

Audrey Guettier
et Catherine Bocquet

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si l'Ile-de-France va vieillir, mais à quelle vitesse et avec quelles conséquences pour les politiques publiques locales. D'ici à 2035, 2,3 millions de Franciliens auront 65 ans et plus. Soit 18 % de la population contre 15 % aujourd'hui. L'Institut Paris Région anticipe 444.000 seniors supplémentaires par rapport à 2020. A morcé dans les années 2000, le mouvement va s'accélérer sous l'effet de l'arrivée à un âge « élevé » des générations du baby-boom. Le phénomène sera plus marqué dans les départements de grande couronne qu'en première couronne. « Cette évolution démographique n'a pas forcément été préparée au sein des collectivités, ou l'a été de manière superficielle, remarque Pierre-Olivier Lefebvre, délégué général du Réseau francophone des villes amies des aînés. C'est pourquoi nous devons sensibiliser à ces sujets. »

En 2022, lors de la présidentielle, 78 % des 65-74 ans avaient glissé leur bulletin dans l'urne contre 52 % des 18-24 ans.

En première ligne, les maires vont avoir fort à faire. Car cette géographie nouvelle impose des réponses aussi différenciées que concrètes : création d'Ehpad et de résidences seniors, services à domicile, adaptation des transports, nouveaux équipements urbains (bancs...), offre de loisirs. « Les maires doivent se préoccuper du parcours résidentiel, du transport, de la place de la marche – qui est la mobilité la plus utilisée par les seniors –, des éclairages, de la signalétique, de la communication ou encore des espaces verts pour les adapter à tous », énumère Pierre-Olivier Lefebvre. Sans compter que les aînés peuvent manifester un intérêt plus marqué pour certaines thématiques municipales : sécurité, commerces de proximité, santé.

Les candidats aux élections municipales des 15 et 22 mars l'ont bien compris et choisissent parfois jusqu'à frôler le clientélisme – cet électoral stratégique, très attaché à la figure du maire. D'autant qu'exception faite de l'épisode du Covid, il est souvent plus enclin à voter : en 2022, lors de la présidentielle, 78 % des 65-74 ans avaient glissé leur bulletin dans l'urne contre 52 % des 18-24 ans.

Accès aux soins

Sans attendre la « vague grise », certains maires ont déjà largement pris les devants : résidences adaptées et centre d'action sociale consolidé à Villeneuve-le-Roi, « service seniors » pour rompre la solitude à

Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), navette reliant la maison des aînés au centre de santé à Montrouge (Hauts-de-Seine).

Autre axe majeur : l'accès aux soins. Les centres municipaux se sont multipliés, notamment en petite couronne. En Seine-et-Marne, la commune d'Héricy, confrontée aux pénuries de praticiens, offre des primes d'installation. « Nous pensons souvent à la maladie, mais l'environnement naturel dans lequel vit la personne âgée joue un rôle important aussi en matière de santé », ajoute Marie-Françoise Poreaux. En campagne sur une liste de gauche à Saint-Maur-des-Fossés, elle plaide pour des cheminements piétons sécurisés et des îlots de fraîcheur accessibles à pied.

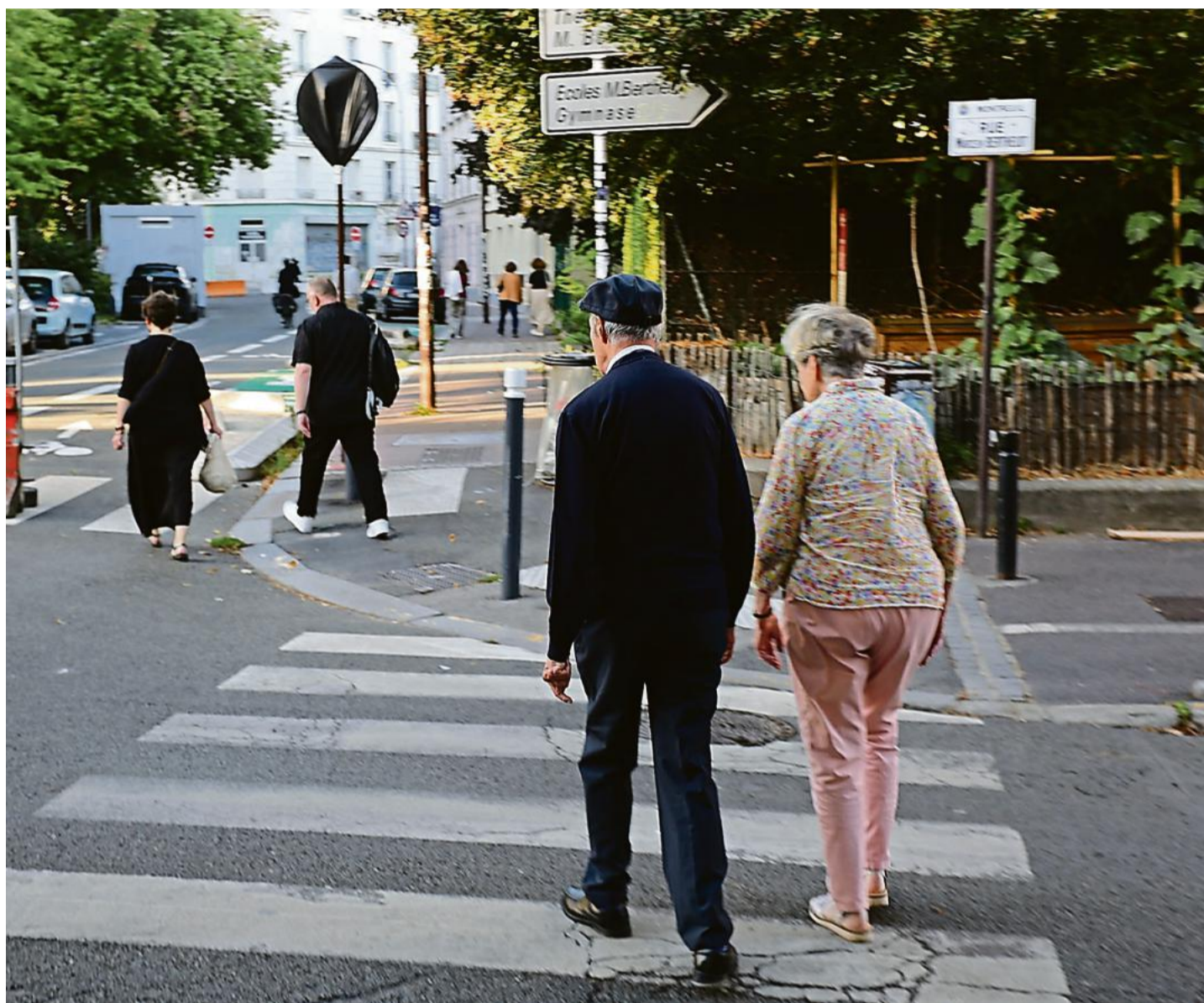
Plus loin de la capitale, d'autres défis apparaissent. A Cergy (Val-d'Oise), ville nouvelle naguère pensée pour l'automobile, la commune recense 8.000 habitants de plus de 65 ans et en attend plus de 10.000 d'ici à quatre ans. « Ce sujet est une priorité pour nous depuis 2020, nous avons notamment mis en place un système de transport à la demande », illustre Jean-Paul Jeandon, maire sortant (PS). A Melun, le CCAS pilote un service comparable pour faciliter courses et rendez-vous médicaux.

Conseils des aînés

Les candidats et les élus doivent aussi intégrer les seniors dans la vie de la commune notamment grâce à des conseils des aînés à Puteaux, Colombes ou Villeneuve-la-Garenne. A Montrouge, le maire Etienne Lengereau fait du « bien vieillir » un pilier de son programme pour les 9.000 administrés concernés : « n'en laisser aucun sans solution ni accompagnement, notamment pour lutter contre l'isolement ». A Mandres-les-Roses, la candidate sans étiquette, Nathalie Guesdon, mise sur des initiatives intergénérationnelles. A Nanterre, une résidence intergénérationnelle réunissant étudiants, seniors et jeunes actifs, vient d'être inaugurée.

Dans les villages, plus loin en grande couronne, la marge de manœuvre est plus étroite. « En tant que commune rurale, notre seul levier c'est de travailler sur le parcours résidentiel pour maintenir les personnes âgées à Voisenon [Seine-et-Marne] et accueillir de nouveaux habitants », explique Julien Aguin, maire de la commune. Trente-huit logements collectifs ont été bâtis pour des habitants seniors restés seuls dans des pavillons devenus trop grands.

Au fond, le vieillissement de la population agit comme un révélateur. Il met à l'épreuve la capacité des communes à anticiper, à investir et à repenser leur modèle de développement. C'est toute la fabrique de la ville qui se trouve questionnée. Et pour les maires, l'enjeu dépasse la seule réponse sociale. Il s'agit aussi d'arbitrages budgétaires, d'attractivité territoriale et, in fine, d'un choix politique. ■



Les maires, en première ligne, doivent se saisir de cet enjeu pour adapter les services publics, réfléchir à l'aménagement urbain et compléter l'offre de santé et de transport. Photo Jpl/REA

A Mantes-la-Jolie, une campagne qui se recentre sur les enjeux locaux

78 **UNE VILLE À LA LOUPE** Dans une ambiance plus apaisée qu'aux précédentes élections municipales, le maire sortant Horizons de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, brigue un nouveau mandat face une liste divers droite et une liste d'union de la gauche menée par LFI.

Alain Piffaretti

A l'approche des élections municipales, Mantes-la-Jolie (44.000 habitants) à l'ouest des Yvelines, connaît une campagne relativement calme. Bien loin des très fortes tensions qui avaient émaillé la municipale partielle de 2022 entre Raphaël Cognet et une liste soutenue l'ancien maire et patron, divers droite du département, Pierre Bédier.

Trois candidatures dominent cette fois le paysage : le maire sortant, Horizons, Raphaël Cognet, la tête de liste d'union de la gauche, Kanza Sakat et le chef d'entreprise Arnaud Dalbis, divers droite. La présence de ce dernier, proche du président du département, laisse malgré tout penser que la guerre des droites se poursuit. La gauche aimerait d'ailleurs bien tirer profit de ces tensions, ainsi que des débats autour de la rénovation urbaine du quartier sensible du Val-Fourré, la grande opération en cours de la municipalité.

Avec plus de 20.000 habitants, le quartier du Val-Fourré, parmi les plus pauvres d'Ile-de-France, représente près de la moitié de la population de la ville. Le processus de rénovation est particulièrement long et complexe, avec de nombreuses démolitions de tours et la présence de copropriétés dégradées.

Le maire défend son bilan : « Le Val-Fourré se transforme et nous allons poursuivre l'action au cours du prochain mandat. » Dans une ville marquée par un parc social vieillissant, il rappelle qu'« environ 800 logements ont été rénovés et qu'il en reste encore autant ». L'édile promet d'amplifier cette action sur l'habitat ancien. Ainsi que ses efforts en termes de sécurité, affirmant avoir « triplé les effectifs de la police municipale », passés d'une quinzaine à une cinquantaine d'agents. Il insiste aussi sur l'amélioration de la qualité de vie au centre-ville. « Nous avons réussi la rénovation du centre en aménageant des espaces publics de qualité, les travaux sont mainte-

nant quasi terminés », affirme le maire.

Arnaud Dalbis, ancien adjoint au maire de Mantes-la-Jolie, durant dix-neuf ans, – notamment avec Pierre Bédier – relève pour sa part un manque d'attractivité économique et commerciale. « La ville s'est endormie doucement depuis cinq ans. Je n'ai jamais vu une telle débandade commerciale. C'est la Bérézina », tranche-il, dénonçant des travaux trop longs et un centre-ville fragilisé. Ce dernier assure : « Je ne suis pas le candidat de Pierre Bédier. Mais, je veux recréer des liens forts avec le département des Yvelines et la communauté urbaine, car Mantes n'est pas une île qui pourrait vivre en autarcie. »

Une alternative sociale

Face aux deux droites qui s'opposent, la candidate insoumise Kanza Sakat entend prendre de la distance et incarner une alternative sociale. « Il existe une vraie possibilité de changement à Mantes en permettant la victoire d'une liste d'union de la gauche. La droite,

malgré d'apparentes divisions, gère la ville depuis plus de 30 ans », affirme-t-elle, revendiquant d'avoir « dépassé les querelles de partis ». Celle-ci place le débat sur les enjeux locaux avec quelques mesures phare en direction de la jeunesse (un tiers des habitants de Mantes a moins de 30 ans) : petits déjeuners gratuits, passage en régie municipale de la cantine et, à terme, gratuité.

La candidate défend également une vision pour la santé, avec « la création d'un centre municipal de santé permettant de faire reculer le désert médical », alors que, précise-t-elle, l'accès à un médecin est devenu une préoccupation majeure... Arnaud Dalbis, propriétaire d'établissements de santé, entend « gérer la ville comme un entrepreneur » et veut créer un système de « Doctolib local ».

Trois autres listes sont également présentes dans cette élection municipale, une liste citoyenne, une menée par Lutte ouvrière et une par le Parti ouvrier indépendant démocratique. ■